





Publication interne du réseau Eau des APNE du Bassin Adour-Garonne

FNE Midi-Pyrénées—14 rue de Tivoli 31000 Toulouse—05 34 31 97 83 a.carlot@fne-midipyrenees.fr - www.fne-midipyrenees.fr

Edito

La PAC post-2020 face à l'urgence écologique

PARTICIPEZ AU <u>DEBAT PUBLIC SUR LA PAC</u> jusqu'à <u>fin octobre</u> (rédaction de cahiers d'acteurs)

RETROUVEZ NOS PROPOSITIONS—FAITES ENTENDRE VOTRE VOIX

France Nature Environnement défend depuis de nombreuses années l'idée d'une PAC forte, en réponse aux défis socioéconomiques des zones rurales, à condition qu'elle permette de rémunérer : une production alimentaire durable et respectueuse de la santé et l'environnement, en améliorant les pratiques agronomiques par des mesures simples pour tous les agriculteurs de l'UE ; des prestations environnementales rendues par les systèmes agricoles au service de la préservation des ressources naturelles (biodiversité, climat, eau, sol, air). France Nature Environnement assigne à la PAC deux grands objectifs :

- 1. Garantir la **vocation nourricière de l'agriculture**, en devenant une Politique alimentaire et agricole commune (PAAC). La PAC devra viser à produire une alimentation saine, de qualité, de saison et de proximité pour la population européenne.
- 2. Garantir la **durabilité de la production agricole par la** <u>transition agroécologique</u> permettant le respect des équilibres naturels : biodiversité, climat (atténuation et adaptation), eau (qualité et quantité), sol, air. La PAC devra ainsi rémunérer des prestations d'intérêt général des agriculteurs, qui peuvent se traduire par des aides conditionnées, des paiements pour services environnementaux (PSE) et un accompagnement de la transition agroécologique. Les pratiques prenant en compte le bien-être animal devront également être encouragées.

Pour répondre à ces objectifs, le système agricole et alimentaire devra évoluer pour mettre en place les pratiques suivantes : promouvoir une alimentation saine, de qualité, de saison et de proximité avec une réduction de la part de protéines animales au profit des protéines végétales ; réduire l'usage des intrants (engrais et pesticides de synthèse, aliments, énergie, eau d'irrigation, etc.) et interdire les OGM et nouveaux OGM, implanter et préserver des infrastructures agroécologiques (haies, arbres, bosquets, talus, bandes tampons...) ; encourager la diversification des assolements et la rotation des cultures ; introduire des légumineuses et privilégier des cultures moins gourmandes en eau, adaptées aux conditions climatiques locales ; préserver les prairies permanentes et autres milieux herbacés (pelouses sèches, landes, etc.), les zones humides et leur fonctionnement en réseaux ; couvrir les sols, interdire le labour dans le sens de la pente ; développer l'agroforesterie et les vergers haute-tige ; soutenir les agricultures exemplaires comme l'agriculture biologique.

Notre philosophie : s'appuyer sur les <u>solutions fondées sur la nature</u> pour accélérer la transition agroécologique en favorisant des pratiques permettant de répondre simultanément aux enjeux de biodiversité, climat (atténuation et adaptotion), eau, sol et air.

Revue de presse

Recycler les eaux usées à moindre coût pour un usage agricole - Avec le réchauffement climatique, la ressource en eau dans certaines régions de France devient un enjeu majeur. Le recyclage des eaux usées en sortie de station d'épuration devrait se développer dans les années à venir pour un usage agricole. Exemple vidéo dans l'Hérault. (actu-environnement.com—04/09/2020)



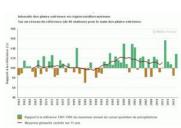
nees a venii pour un usage agricole. Exemple video dans i neradit. <u>[actu-environmement.com—04/03/2020]</u>

Comment les industriels ont plombé l'interdiction des microplastiques en Europe - Un rapport publié le 1er sep-



tembre par le Bureau européen de l'environnement (BEE) montre l'intense lobbying opéré par l'industrie chimique pour réduire à peu de chagrin la future réglementation européenne interdisant l'ajout de microplastiques dans les produits. (journaldelenvironnement.net—02/09/2020)

Episodes cévenols : la marque du réchauffement—Les épisodes cévenols, y compris ceux aussi violents que celui survenu samedi 19 septembre dans le Gard, ont certes toujours existé. Toutefois, leur fréquence et leur intensité tendent sans nul doute à s'accroître sous l'effet du réchauffement. (journaldelenvironnement.net—21/09/2020)



PLAN DE RELANCE

Le plan de relance accorde 1,2 milliard au financement de la souveraineté alimentaire, la transition agroécologique et l'adaptation au changement climatique — Circuits courts, bien-être animal, certification HVE[1],
aide à la bio, modernisation des équipements... De nombreux sujets nourrissent le chapitre « transition agricole »
du plan de relance présenté ce jeudi 3 septembre. Financièrement, c'est la transition agro-écologique en faveur
d'une alimentation saine, durable et locale qui s'avère la mieux lotie, empochant 545 M€. (journaldelenvironnement.net—03/09/2020)

L'eau et la biodiversité chichement dotées—Une partie fourre-tout du plan de relance vise aussi bien la modernisation des réseaux d'eau potable (250 M€), la luttre contre l'érosion du littoral (40 M€), la sécurité des barrages (15 M€), que la création d'espaces protégés (60 M€), selon la présentation faite ce 3 septembre par le ministère de la transition écologique. La biodiversité gagne sans doute la plus petite enveloppe du plan de relance, 135 M€ seront affectés à la continuité écologique aquatique et terrestre ainsi qu'à la protection des zones humides. (journaldelenvironnement.net—03/09/2020)



Une note de l'OCDE relativise très fortement le verdissement des économies apporté par les plans de relance post-Covid—En pleine reprise, la pandémie de Covid-19 apporte déjà de nombreux enseignements sociétaux. Le recul de l'activité économique mondiale a réduit sensiblement les émissions anthropiques de CO2 (probablement de 8% entre 2019 et 2020), assainit significativement la qualité de l'air dans de très nombreuses zones urbaines, amélioré la qualité de l'eau de cours d'eau et de zones côtières. Autant d'éléments majeurs dans la gestion d'une épidémie. De l'air et de l'eau plus sains, une gestion efficace des déchets et un renforcement de la biodiversité réduisent la vulnérabilité des populations à la maladie. Le lien entre la capacité de diffusion du coronavirus et la qualité de l'air est établi. Ce fameux virus se plaît aussi beaucoup dans les eaux usées. Reste à savoir si les rédacteurs des plans de relance ont intégré ces fondamentaux et quid de l'efficacité…les rapporteurs rappellent que la mise en œuvre des plans de relance est rarement évaluée. Dans le même temps, un nombre à peu près égal de pays ont «assoupli» leur réglementation pour pouvoir rejeter plus de polluants industriels et urbains dans l'eau, dans l'air, supprimer les taxes environnementales. (journaldelenvironnement.net—15/09/2020)



« Les retenues d'eau aggravent la sécheresse, et la vulnérabilité de l'agriculture »

- Cette année encore, la plupart des départements français ont manqué d'eau. La solution, plébiscitée par le ministre de l'Agriculture et bien des agriculteurs souhaitant irriguer leur champ ? La création de retenues d'eau. Un « non-sens écologique », explique Christian Amblard, directeur de recherche honoraire au CNRS et naturaliste, dans cet entretien. « Elles bloquent le passage vers une agriculture responsable, résiliente, économe en eau. » (reporterre.net—18/09/2020)

Adapter l'urbanisme au risque d'inondation (DOSSIER Inondations : apprendre à prévenir et à gérer le risque) — Avec un habitant sur quatre concerné, le risque d'inondation est le plus courant en France. Et désormais, ce risque doit se gérer autrement qu'avec des digues, dont la protection n'est que partielle. Certes, les collectivités doivent s'informer des risques encourus par leur territoire grâce aux connaissances et documents élaborés par l'État. Elles

ont aussi la possibilité, sinon l'obligation, d'affiner ces connaissances en menant leurs propres études afin de développer leur territoire en adaptant leur urbanisme aux risques locaux. (lagazettedescommunes.com—15/09/2020)

Présence de cyanobactéries en eau douce : l'Anses fait des propositions en vue d'harmoniser la surveillance et le contrôle—L'Anses publie ce jour un avis relatif aux risques sanitaires liés à la présence de cyanobactéries et leurs

toxines dans les eaux de loisirs, les eaux destinées à la consommation humaine (EDCH) et aux activités de pêche. Ces travaux ont notamment permis d'actualiser la liste des cyanobactéries productrices de toxines en eau douce présentant un danger pour l'Homme. Pour harmoniser et améliorer les pratiques de surveillance, de contrôle sanitaire et d'analyse des eaux, l'Agence propose des fiches constituant un appui à la gestion du risque des cyanotoxines pour les différents usages de l'eau. Elle fournit également des éléments d'éclairage utiles aux gestionnaires, tant pour l'interdiction que



pour la levée d'interdiction de consommation de poissons d'eau douce en lien avec des proliférations de cyanobactéries susceptibles de produire ces toxines. (anses.fr—03/10/2020)



Lancement du Projet LIFE Eau&Climat! - L'adaptation au changement climatique est un enjeu important dans la gestion des ressources en eau. Le projet LIFE Eau&Climat vise à aider les acteurs locaux à améliorer leurs connaissances et à les mobiliser sur cet enjeu. Coordonné par l'Office International de l'Eau, il regroupe 14 partenaires avec des organismes de gestion locale de l'eau et des structures scientifiques et techniques. La réunion de lancement s'est tenue le 7 septembre 2020 en visioconférence. (gesteau.fr—10/09/2020)

Documents – règlementation

Nitrates: le Gouvernement lance la concertation sur le nouveau plan national—Le septième programme d'actions national « nitrates » entrera en application en septembre 2021. Si la situation s'est améliorée, 68 % de la surface agricole est toujours classée en zone vulnérable. La question revient sur le devant de la scène nationale avec le lancement par les ministères de l'Agriculture et de la Transition écologique de la concertation préalable à la révision du programme national « nitrates » (PAN) du 18 septembre au 6 novembre 2020 sur le site https://programme-nitrate.gouv.fr/.



Quels sont les enjeux liés à cette révision ? L'exécutif affiche trois objectifs : améliorer l'efficacité des différentes mesures du plan, renforcer la cohérence avec d'autres enjeux environnementaux liés à l'azote, comme la qualité de l'air, et mieux prendre en compte la variabilité climatique. « Les concentrations en nitrates des eaux de surface ont baissé depuis les années 1990 », se félicite le Gouvernement. Mais, selon les derniers chiffres disponibles, 25 % des eaux souterraines ont encore une concentration supérieure à 40 mg/L. Elles sont situées dans le Centre-Nord-Ouest, le centre de l'Occitanie, la Camargue et la plaine d'Alsace. Quant aux eaux de surface, 19 % d'entre elles ont toujours une concentration supérieure à 25 mg/L, les teneurs les plus élevées se trouvant dans le Nord-Ouest de l'hexagone. Et il faut garder à l'esprit que 68 % de la surface agricole française reste classée en zone vulnérable. (actu-environnement.com—08/09/2020)

Les échos du bassin

Eau et changement climatique : former pour informer—L'agence de l'eau Adour-Garonne a organisé une session de 2 formations en visioconférence sur le thème du Changement Climatique et de l'eau pour les animateurs des CPIE et associations d'éducation à l'environnement du bassin en septembre 2020. Face à l'ampleur des conséquences du changement climatique et son impact sur la ressource (déficit hydrique de 1,2 milliard de m3 à horizon 2050), la sensibilisation du grand public aux enjeux doit se déployer à grande échelle. Plus de 100 associations de protection de la nature, d'éducation à l'environnement et les 20 Centres Permanents d'Initiatives à l'environnement sont conviés à ce cycle de formation. Ces structures sensibilisent, chaque année, 150 000 citoyens aux impacts du changement climatique. Diaporamas et vidéos en ligne. (eau-adour-garonne.fr—15/09/2020)





Nouvel élan à la préservation et à la valorisation des richesses naturelles—La Caisse des Dépôts Biodiversité et Agence de l'eau Adour-Garonne engagées pour la restauration de la Biodiversité du grand Sud-Ouest Le 5 octobre 2020, Marc Abadie, Président de CDC Biodiversité et Guillaume Choisy, Directeur général de l'agence de l'eau Adour-Garonne, ont signé une convention de partenariat pour l'accompagnement de projets et d'actions visant la préservation de la biodiversité dans le grand Sud-Ouest. (eau-adour-garonne—05/10/2020)

La vie du réseau



[Communiqué] La Seine n'est pas une poubelle : plainte des associations—Le 1er septembre 2020, une vidéo dévoilait un déversement de béton dans la Seine en plein cœur de Paris, au quai de Bercy. Si les conséquences environnementales et sanitaires de cette pollution restent à évaluer, une chose est sûre : les rejets de substances polluantes par les cimentiers en bord de Seine est un problème systémique qui doit cesser. Pour cela, les responsables doivent être condamnés. France Nature Environnement, FNE lle de France et FNE Paris portent plainte. (fne.asso.fr—10/09/2020)

[Actualité] Retour des néonicotinoïdes, massacre de dauphins, dialogue citoyen bafoué... sombre journée pour l'environnement—Ce mardi 6 octobre, les député.e.s ont voté pour le retour des insecticides tueurs d'abeilles, les néonicotinoïdes, dans nos champs. Ce mardi 6 octobre, les député.e.s ont aussi validé le projet de simplification de la vie publique, qui amoindrit le droit de recours des associations et limite fortement le dialogue dans l'élaboration de projets. Ce mardi 6 octobre, France Nature Environnement apprend également que le Gouvernement, sommé d'agir pour réduire les captures de dauphins dans les filets de pêche cet hiver, pourrait basculer une fois de plus... pour l'inaction. (fne.asso.fr—06/10/2020)



Les diagnostics de qualité doivent devenir fidèles à la situation réelle des eaux de baignade— Eau & Rivières de Bretagne a déposé une plainte contre l'Etat auprès de la Commission pour son interprétation de la Directive eau de baignade. Précisions de Brieuc Le

Roc'h, chargé de mission juridique de l'association. (actu-environnement.com-03/09/2020)

Lettre d'info FNE Nouvelle Aquitaine—Plans climat-air-énergie territoriaux, pesticides dans l'air, wanted : représentants dans les commissions sécheresse, réunion avec le directeur de l'agence de l'eau ... (fne-nouvelleaguitaine.fr - août/septembre 2020)





Catalogue d'outils pédagogiques 2020 de FNE Midi-Pyrénées— Comme chaque année voici notre catalogue d'outils pédagogiques mis à jour. Vous pourrez retrouver l'ensemble de nos expositions et jeux que nous proposons à la vente ou à la location ainsi que les tarifs. Sur l'eau, retrouvez p.12-13 l'exposition « préservons notre eau, changeons nos pratiques », le jeu du hérisson sur l'eau et la maquette zones humides. Voir également nos outils sur le jardinage au naturel p.10-11. (fne-midipyrenees.fr—09/09/2020)

Sivens: 7 organisations, actrices du projet de territoire du Tescou, proposent un scénario—Après 3 ans et demi de co-construction et d'études, nous arrivons à un stade du Projet de Territoire de Gestion de l'Eau du Bassin Versant du Tescou (PTGEBVT) où il faut maintenant s'atteler à trouver un accord politique pour une trajectoire et un panel de mesures, acceptables par tous, et dans lesquels chacun des acteurs de la vallée trouvera des réponses aux attentes qui sont les siennes. C'est dans cet esprit, que 7 organisations, actrices du PTGEBVT, ont travaillé cet été à écrire un scénario "agroécologie et ressources en eau". (collectif-testet.org—27/09/2020)

Agenda

- * Bourgoin-Jallieu (38) Journée technique : "Mammifères aquatiques de rivières : comment anticiper ou gérer leur retour ?", 16 octobre, organisée par l'ARRA. En savoir plus
- * Visioconférence—Comité de bassin Adour Garonne, <u>16 octobre</u>, organisée par l'AEAG.
- * Webconférence—Webconférence sur les zones humides à destination des élus, 16 octobre, organisée par l'Office international de l'eau et les Pôlesrelais zones humides. <u>+ d'info</u>
- Lisle-sur-Tarn (81) Journée de commémoration et de lutte à Sivens (hommage à Rémi Fraisse), 25 octobre, organisée par Habitant.e.s d'ici et d'ailleurs. + d'info



- * Toulouse (31) Colloque « Les milieux aquatiques, architectes de l'attractivité et de la résilience des ville » (titre provisoire), <u>REPORT PRINTEMPS 2021</u>, organisé par l'ANEB. <u>En savoir plus</u>
- Saint-Pantaléon-de-Larche (19) Colloque sur les cyanobactéries, 19 novembre, organisé par EPIDOR. <u>+</u>
 <u>d'info</u>
- * Marseille (13) Congrès mondial de la nature, 8 au 15 janvier 2021, organisé par l'UICN. En savoir plus
- Lyon (69) 4e édition de la conférence internationale I.S.Rivers, recherches et actions au service des fleuves et grandes rivières, 21 au 25 juin voir plus

 2021, organisée par la ZABR et le Graie. En savoir plus